



***L'argent consacré aux services de garde est un premier pas dans la bonne direction; il faut des mécanismes de reddition de comptes.***

*CCAAC / ACPSGE Ottawa 23 Feb 05*

Ottawa a versé à un acompte substantiel aux services de garde dans le budget fédéral aujourd'hui, donnant finalement suite à sa promesse de 5 milliards de dollars.

« C'est un bon départ, mais la fiducie indépendante d'un an nous inquiète » a dit Monica Lysack, directrice générale de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance. « Le gouvernement fédéral ne pourra pas s'assurer que les provinces et territoires respectent les principes de qualité, d'universalité, d'accessibilité et de développement de l'enfant. Par contre, la bonne nouvelle c'est que la fiducie n'est là que pour un an et que le gouvernement semble reconnaître les problèmes d'un tel mécanisme à long terme ».

Madame Lysack a dit que l'association veut participer à l'élaboration des mécanismes de reddition de comptes qui seront mis en œuvre au bout d'un an.

Elle a dit que des militantes et militants à travers le Canada continueront à surveiller de près les dépenses des provinces et territoires en matière de services de garde. Ils vont également faire des pressions pour obtenir une loi fédérale qui obligera les provinces et territoires à déposer des plans démontrant comment ils s'y prendront pour fournir des services de garde de qualité et universels.

« Consentir des fonds sans mesures serrées de reddition de comptes ne permettra pas de transformer le service inférieur aux normes que nous avons actuellement en un système efficace » a déclaré Lysack. « En vertu de l'Initiative sur le développement de la petite enfance et de l'Accord multilatéral, les provinces et territoires ont reçu plus d'un milliard de crédits fédéraux pour les services de garde sans avoir à rendre des comptes publics. Or, il serait difficile pour le gouvernement fédéral de démontrer en quoi ces fonds ont fait une différence. Le gouvernement fédéral doit rendre compte au Parlement de ses dépenses en matière de services de garde ».

L'association veut que les nouveaux crédits consacrés aux services de garde servent à étendre le réseau de services de garde sans but lucratif. Ce sera une façon d'assurer des services de meilleure qualité, d'empêcher les grosses chaînes de garderies commerciales de s'établir au Canada et d'éviter d'avoir à investir dans la surveillance de ces grosses boîtes pour s'assurer qu'elles satisfont aux normes.

Lysack a dit que les militantes et militants feront aussi des pressions sur le gouvernement afin qu'il s'engage à investir davantage et au-delà des cinq ans promis. Faute d'un engagement de financement fédéral soutenu, l'entente anticipée sur les services de garde

au début du mois a été reportée. « Les provinces et territoires doivent avoir confiance et créer des services de qualité qui sauront satisfaire à la demande croissante ».

L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance représente plus de 140 000 militantes et militants : parents, fournisseurs de services de garde, chercheurs, syndicats, groupes de femmes, étudiantes et étudiants, etc. Elle s'attend à ce qu'une entente multilatérale solide émerge de la prochaine rencontre fédérale-provinciale-territoriale sur les services de garde. Si certaines provinces et certains territoires résistent, le gouvernement devra chercher à conclure des ententes bilatérales avec les provinces et territoires prêts à agir.

« Les services de garde constituent un volet crucial des services à la famille et il est temps d'agir » a déclaré Lysack. « Le Canada a dépensé plus de 7 milliards pour la Prestation fiscale pour enfants et a bonifié son congé parental. Même s'il reste encore beaucoup à faire dans ces domaines, les parents ont désespérément besoin qu'on aille de l'avant dans le dossier des services de garde ».

Le Canada ne compte en tout que 315 000 places en services de garde réglementés pour répondre aux besoins de 2,1 millions d'enfants âgés de zéro à six ans.

« Les familles du Canada ont besoin de bons services de garde abordables sur lesquels ils pourront compter. Ils ont attendu pendant des décennies que les gouvernements solutionnent la crise des services de garde. Ils ne peuvent attendre plus longtemps ».